

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

CAHIER D | LES SAMEDI 1^{ER} ET DIMANCHE 2 NOVEMBRE 2025

LEDEVOIR

Debout, malgré l'adversité

Durant tout le mois de novembre, l'Association québécoise des organismes de coopération internationale et ses membres seront actifs dans 12 régions du Québec pour déployer les 30^{es} Journées québécoises de la solidarité internationale (JQSI). Sur le thème « Debout pour un monde plus juste », les organismes de coopération internationale de la province animeront conférences, débats publics, projections, et tournées d'animation jeunesse dans les écoles de plusieurs régions. Pour souligner le travail de ces organismes — et alors que le secteur de la solidarité internationale est amputé d'une part importante de ses fonds avec le démantèlement de l'agence américaine USAID —, ce supplément plonge sur le terrain avec une quinzaine d'entre eux.

Actifs aux quatre coins du monde, notamment dans plusieurs régions de l'Afrique et de l'Amérique du Sud, ces organismes œuvrent à améliorer la santé, l'éducation et l'autonomie des femmes, à préserver les écosystèmes marins et forestiers, ou encore à protéger les droits des enfants. Ils se mobilisent également au Québec pour sensibiliser la jeunesse à ces causes et assurer la relève de la défense des droits de la personne, plus que jamais fragilisés à l'échelle du monde.

Solidaires dans les crises

Dans un monde agité par les turbulences, la solidarité s'impose, clament les organismes de coopération internationale.

CATHERINE COUTURIER
COLLABORATION SPÉCIALE

« Nous faisons face à plusieurs crises simultanées », estime Michèle Asselin, directrice générale de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI). Crises démocratiques, sanitaires, climatiques, guerres, auxquelles s'ajoute de plus en plus d'insécurité économique... « Ça engendre des reculs frontaux des droits de la personne, mais aussi des femmes », croit-elle.

En juillet dernier, Donald Trump a fermé l'agence américaine d'aide au développement international (USAID), ôtant soudainement l'une des principales sources de financement. À la suite de cette décision, plusieurs pays européens ont revu à la baisse leurs propres budgets.

Du jour au lendemain, les programmes de distribution de médicaments aux personnes atteintes du sida ont été interrompus. « Et ça, ça veut dire des morts », illustre M^{me} Asselin.

L'état des choses n'est donc pas reluisant : « Ça a eu un effet domino. Quand un pays donateur coupe son soutien, les groupes se tournent vers d'autres pays », remarque celle qui attend avec inquiétude le prochain budget du gouvernement canadien.

Debout pour un monde juste

Malgré tout, c'est un message d'espoir que l'AQOCI souhaite porter. « Nous croyons que nous pouvons agir et que nos gestes comptent. La réponse aux défis de l'humanité passe par la solidarité internationale », affirme M^{me} Asselin.

Celle-ci peut se déployer sous plusieurs volets. « Plusieurs groupes de coopération internationale québécois ont établi des partenariats de longue date avec les populations locales à travers le monde », indique-t-elle. Ces groupes appuient notamment le développement des collectivités, la défense des droits, ou encore le développement d'activités génératrices de revenus. L'aide humanitaire québécoise est de plus déployée lors des grandes crises comme les épidémies, les guerres, et les catastrophes, et travaille avec les nombreuses populations déplacées.

C'est donc sur le thème « Debout pour un monde juste » que se dérouleront les 30^{es} Journées québécoises pour la solidarité internationale durant le mois de novembre. Mises sur pied avec le soutien du ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec, elles proposent une centaine d'activités dans 12 régions et plus de 40 municipalités.

VOIR PAGE D 3 : CRISES

Au Pérou, le Carrefour solidarité internationale vise à sensibiliser les femmes autochtones aux questions de violences basées sur le genre, de santé sexuelle et de droit des femmes.

VALERIA VALENCIA VALLE

DES COUPES AMÉRICAINES LOURDES DE CONSÉQUENCES D 2 | LE PRIVÉ APPELÉ À CONTRIBUER À LA PROTECTION DES ENFANTS EN RDC D 11
L'ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ MONDIALE COMME LEVIER D'ENGAGEMENT JEUNESSE D 13

TRANSFORMER
LA
DETTE
EN
Espoir

Développement
et Paix
CARITAS CANADA

MARCHEZ et signez /

pour exiger l'annulation des
dettes injustes des pays du Sud

devp.org/dette

Des coupes américaines lourdes de conséquences

En annonçant au printemps dernier le démantèlement de l'agence USAID, Donald Trump a secoué les colonnes du temple de la coopération internationale

JEAN-BENOÎT NADEAU
COLLABORATION SPÉCIALE

L'effet sera colossal. Les États-Unis comptent pour environ 30 % des 212 G\$ d'aide internationale officielle versée chaque année par les pays de l'OCDE, soit 63 G\$, au bas mot. « On estime que 80 % des programmes de l'USAID seront abolis. Le reste sera récupéré par le Département d'État », dit Jean-Philippe Thérien, directeur du Centre d'études sur la paix et la sécurité internationale des universités de Montréal et McGill (CEPSI).

Du côté de Coopération Canada, « on évalue toujours les impacts parce qu'on attend les montants exacts », dit Darron Seller-Peritz, analyste politique et responsable de programme pour l'organisation. « Mais l'OCDE anticipe une baisse de 9 à 17 % de l'aide au développement en 2025 », rappelle-t-il.

Ces coupes auront également des répercussions sur l'ONU. « Les Américains se sont déjà retirés de l'UNESCO, de l'OMS, du Conseil des droits de l'homme. Il va y avoir

des effets sur l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Programme des Nations unies pour le développement, la Banque mondiale, le Haut-Commissariat aux réfugiés. C'est horrible, ce qui se passe. Et tellement soudain », dit Michèle Asselin, directrice générale de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale.

Elle s'inquiète également de voir certains pays profiter des coupes américaines pour diminuer eux aussi leur contribution en catimini, sans que cela paraisse trop. Ce sera le cas de trois gros donateurs, le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France, qui abaissent respectivement leur soutien de 39, 27 et 19 %, selon une étude du Human Rights Funders Network.

La question des sommes exactes en jeu du côté américain demeure toutefois sans réponse. Jean-Philippe Thérien note que l'OCDE fait ses projections sur la base de deux hypothèses, soit une réduction de 38 % ou de 82 % des montants alloués à l'aide internationale. « Une telle fourchette donne une idée du niveau d'incertitude », illustre-t-il.

Un sac de riz provenant des derniers lots livrés par l'USAID dans un centre de transit accueillant des réfugiés congolais à Cishemere, au Burundi, le 6 mai dernier
LUIS TATO ARCHIVES AGENCE FRANCE-PRESSE



Mais même le scénario le moins pessimiste équivalait à une baisse de 25 G\$, soit environ 12 % de toute l'aide internationale, dit-il.

Des morts

« L'effet ne va pas se mesurer en milliards de dollars, d'euros ou de yens, mais en millions de morts. C'est ça qui est tragique », dit Michèle Asselin.

Toutes les personnes interviewées ont cité une étude récente de chercheurs américains, espagnols, brésiliens et mozambicains publiée par la

revue médicale *The Lancet*, qui chiffre les retombées de l'aide humanitaire américaine sur la vie humaine. Entre 2000 et 2021, elle aurait permis de sauver près de 92 millions de personnes, dont 25 millions du VIH, 8 millions de la malaria, et encore 9 millions d'autres maladies tropicales.

Selon ces travaux, l'effondrement des financements américains va entraîner 14 millions de morts supplémentaires d'ici 2030, dont 4 à 5 millions d'enfants.

« L'effet ne va pas se mesurer en milliards de dollars, d'euros ou de yens, mais en millions de morts. C'est ça qui est tragique. »



Protéger la biodiversité, c'est investir dans l'avenir.

Face à la crise climatique, les communautés côtières sont en première ligne. À travers le projet ReSea, Mission inclusion et l'Union internationale pour la conservation de la nature, en partenariat avec le gouvernement du Canada, s'unissent pour transformer la vulnérabilité en résilience.

Notre approche ? Conjuguer justice climatique et autonomisation économique. Nous renforçons le leadership local des femmes et des jeunes qui, en restaurant les mangroves, protègent les écosystèmes en créant du même coup les solutions économiques dont elles ont besoin.

Découvrez ReSea dans la série Living Legacy de BBC StoryWorks, dès le 20 novembre.



Balayez le code QR pour être informé en primeur de la sortie du documentaire



mission
inclusion



Jean-Philippe Thérien invite toutefois à la prudence devant des prévisions fondées sur des données hypothétiques. « Je note beaucoup de confusion quant à ce qui se passe. Bien malin qui peut prédire exactement ce qui va arriver. Actuellement, on ignore ce qui est coupé ou aboli », rappelle-t-il.

En d'autres termes, affirmer que les coupes américaines entraîneraient 14 millions de morts supplémentaires suppose qu'aucun pays ne réagisse en réorganisant ses

programmes pour octroyer davantage d'aide humanitaire afin de compenser. « Mais cela dit, même si l'estimation du *Lancet* peut être jugée alarmiste, il ne fait aucun doute que les effets négatifs vont être nombreux », prédit-il.

Faire moins avec moins

L'effet sur le système d'aide au développement sera de deux ordres : sur les priorités et sur les structures. « Le secteur de la coopération internationale est très interconnecté : c'est sa grande force et sa grande faiblesse », dit Darron Seller-Peritz. Dans cet ordre d'idées, Michèle Asselin rappelle que la pandémie a montré que la santé publique d'un pays est reliée à celle de tous les autres. Par exemple, les politiques de vaccination des uns affectent la santé des autres, et vice-versa.

Darron Seller-Peritz s'attend à ce que tous les États contributeurs réorganisent leurs priorités pour compenser le retrait des États-Unis. Mais il n'y aura pas plus d'argent. Ainsi, si les pays réagissent pour pallier la disparition de l'aide humanitaire américaine, il en restera moins pour les autres volets de l'aide au développement. Ceux-ci incluent l'éducation, l'agriculture, le développement durable, la santé reproductive, les droits de la personne. « Tout le système va être affecté, craint-elle. Les États vont introduire plus de conditionnalité dans leur soutien, on dépendra davantage de la contribution privée. »

Jean-Philippe Thérien s'attend à observer « un effet sur l'ordre international en favorisant une nouvelle géopolitique du développement ». L'Inde, la Chine, le Brésil, les Émirats arabes unis accroîtront leur rôle, a fortiori si les puissances occidentales profitent de la diversion américaine pour se désengager en catimini. « Les Chinois, dit-il, ne croient pas forcément que ce qui se passe est négatif. »

Car, par-delà les bons sentiments, l'aide officielle au développement s'inscrit dans la grande politique des États à travers leur diplomatie culturelle, scientifique et éducative — ce que l'on appelle le *soft power* dans le jargon. Cette action est rarement dépourvue d'arrière-pensées et de calculs.

« Si les Américains tentent un retour dans quatre ans, la place risque d'être prise, ajoute le directeur du CEPsi. Mais ça signifie aussi, pour le Canada, une occasion inouïe d'occuper plus de terrain. On verra ce que le gouvernement fédéral décidera au prochain budget. »

« Debout pour un monde juste »

CRISES

SUITE DE LA PAGE D 1

Les organismes membres de l'AQOCI et leurs partenaires offrent ainsi des conférences, des débats publics, des projections de films, de l'animation jeunesse dans les écoles, etc. Le mois s'est ouvert par un panel suivi d'une soirée de réseautage sous la thématique « Debout pour le climat et la paix », qui s'est tenue le 30 octobre au collège Ahuntsic.

« Ces journées nous permettent d'échanger avec la population sur les actions collectives que nous pouvons mener », observe M^{me} Asselin. La sensibilisation et la participation des jeunes sont particulièrement importantes à ses yeux. « Je crois sincèrement que notre espoir d'un monde meilleur va venir des jeunes, entrevoit-elle. Mais nous devons travailler tous ensemble pour ne pas pelleter tous ces problèmes aux générations futures. »

À l'écoute des partenaires

La solidarité internationale doit d'abord et avant tout passer par le dialogue. « Si l'on veut construire une solidarité forte, elle doit s'ancrer dans l'écoute », souligne la directrice générale. C'est pourquoi l'AQOCI a tenu ses États généraux de juin 2024 à juin 2025, pour discuter des défis et des occasions à saisir en lien avec la solidarité internationale. Durant un an, de nombreuses tables rondes, des ateliers, des forums et des formations ont eu lieu.

L'année s'est close par un grand rendez-vous qui s'est déroulé du 4 au 6 juin dernier. Près de 400 personnes y ont participé : groupes de coopération internationale, de même que des groupes issus des mouvements sociaux québécois (syndicats), des groupes de défenses des droits des migrants, et de nombreux étudiants et étudiantes. Ces États généraux ont mené à l'adoption d'une déclaration d'engagement.

Loin de rester sur les tablettes, le fruit de ces discussions servira



Michèle Asselin, directrice générale de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) LAURE CARPENTIER

plutôt de feuille de route pour l'AQOCI et ses partenaires dans les années à venir. « Pour bâtir les outils des Journées, nous avons repris ces engagements et les avons transférés en action. Nous avons recommencé les travaux et créé des fiches pour aider l'animation d'activité », décrit M^{me} Asselin.

Le dialogue se poursuivra dans les prochaines années. « Nous avons déjà adopté une stratégie sur le genre, et nous sommes en train de revoir nos pratiques », note-t-elle. Parce que les droits de plusieurs groupes sont menacés, des femmes aux personnes handicapées, en passant par les membres

de la diversité sexuelle et de genre, et les Autochtones. « C'était une très belle démarche, mais nous avons maintenant la responsabilité de porter ces voix et de nous servir de cette feuille de route face à un monde en crise qui nous interpelle urgemment », conclut-elle.

« Si l'on veut construire une solidarité forte, elle doit s'ancrer dans l'écoute »



La Clinique Karama a officiellement ouvert ses portes à Kigali au début d'octobre pour offrir des services de santé sexuelle et reproductive. PHOTO FOURNIE PAR L'AMIE

Améliorer la santé sexuelle des jeunes au Rwanda

Lancé en 2021 par l'OBNL québécois Aide internationale à l'enfance (L'AMIE), le projet « Santé et droits sexuels et reproductifs – Rwanda » (SDSR) a mené à l'ouverture récente d'une clinique à Kigali. Un progrès important qui pourrait ouvrir la voie à d'autres avancées.

MALIK COCHEREL
COLLABORATION SPÉCIALE

Depuis plus de 50 ans, L'AMIE joue un rôle moteur en matière de solidarité internationale. Engagé aux quatre coins de la planète, l'organisme fondé en 1969 s'est donné pour mission de répondre aux besoins fondamentaux des jeunes des pays en développement. Il vise aussi à favoriser leur

autonomie et à intervenir sur les causes de leur vulnérabilité. Sur le terrain, L'AMIE conduit des initiatives de volontariat et de développement, des microprojets de solidarité internationale et des programmes de parrainage, tout en contribuant activement à l'éducation à la citoyenneté mondiale au Québec.

Ces dernières années, le regroupement de bénévoles de La Pocatière s'est tourné vers le Rwanda pour

mener un projet d'envergure, avec le soutien financier d'Affaires mondiales Canada. L'objectif ? Améliorer considérablement l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive dans un pays faisant face à un manque criant de structures. Un besoin d'autant plus nécessaire que le Rwanda lutte contre une prévalence du VIH alarmante, en particulier chez les 15 à 24 ans. Les adolescentes rwandaises sont par ailleurs particulièrement exposées au risque de maladies gynécologiques, d'infections sexuellement transmissibles (ITS) ou de grossesses non planifiées et à risque.

Un modèle à suivre

Initié il y a quatre ans, le projet SDSR a abouti à l'inauguration récente d'un centre spécialisé. La Clinique Karama a officiellement ouvert

ses portes à Kigali début octobre pour offrir des services jusqu'alors non disponibles. On y propose des consultations prénatales avec examens gynécologiques, des analyses de laboratoire pour le diagnostic et le traitement des ITS, ou encore un accompagnement psychosocial et juridique pour les victimes de violences sexuelles. « Il s'agit d'une avancée majeure », se félicite André Jalbert, p.-d.g. de L'AMIE, tout en se tournant déjà vers l'avenir.

« La clinique est dotée d'un équipement de pointe qui est administré avec un logiciel de gestion Clinic Plus, une application qui aide à simplifier le quotidien des cliniques pour leur permettre de se concentrer sur les soins aux patients, explique-t-il. C'est un modèle qui pourrait beaucoup aider les services de santé pour les jeunes au Rwanda. On espère maintenant pouvoir poursuivre notre démarche dans d'autres régions pour permettre un élargissement des services. »

Dans le cadre d'un partenariat avec la Société des gynécologues et obstétriciens du Canada et leurs homologues de la Rwanda Society of Obstetricians and Gynecologists, L'AMIE a déjà consacré un volet de son projet à former le personnel des 16 centres de santé publics de Gasabo,

le plus grand arrondissement de Kigali, ajoute le p.-d.g. de L'AMIE.

L'organisation a également joué un rôle déterminant dans l'adoption de nouvelles dispositions en matière de santé et de droits sexuels et reproductifs au Rwanda. Ce travail de mobilisation et de plaidoyer, mené en collaboration avec le Réseau des femmes œuvrant pour le développement rural (RDF), a permis d'importantes avancées législatives.

En décembre 2024, une loi a été promulguée afin d'élargir l'accès à l'avortement sécurisé dans les centres de santé locaux, pour permettre aux populations les plus vulnérables de bénéficier de ces services. Puis, en août 2025, une seconde disposition a été adoptée pour abaisser l'âge légal d'accès à la contraception de 18 à 15 ans, sans exigence de consentement parental préalable.

Chaque geste compte

« La collaboration avec le RDF est un élément clé de notre action, souligne André Jalbert. Depuis quelques années, L'AMIE intervient souvent aux côtés de cette ONG, ce qui renforce non seulement notre travail sur le terrain, mais aussi la solidité de nos projets lors de leur dépôt. » Ce partenariat a notamment mené à la création d'une équipe de sensibilisation qui parcourt les quartiers pour rencontrer les jeunes vulnérables. Il a aussi donné lieu à la mise sur pied d'une ligne téléphonique gratuite d'écoute et d'information couvrant l'ensemble du pays, ainsi qu'à un service de soutien proposant sans frais les expertises d'une intervenante sociale et d'un psychologue.

« Cela peut sembler être de petites initiatives, mais ce sont justement ces actions qui produisent souvent les retombées les plus significatives, conclut le directeur de L'AMIE. Plutôt que de tenter de gérer une grande vague difficile à contrôler, le fait de miser sur des projets plus précis et ciblés permet d'obtenir des résultats concrets et d'améliorer la situation de manière progressive. »

L'AMIE a consacré un volet de son projet à la formation du personnel des 16 centres de santé publics de Gasabo, le plus grand arrondissement de Kigali



Sensibiliser les hommes à la violence conjugale en Bolivie

En Bolivie, un pays marqué par les féminicides et les inégalités de genre, un projet soutenu par Oxfam-Québec a cherché à agir là où le changement est le plus difficile : dans les mentalités. En collaboration avec quatre organisations locales, l'ONG a mené pendant six ans un travail pour amener les hommes et les garçons à repenser les stéréotypes de genre et leur rapport à la violence.

RAPHAËLLE CORBEIL
COLLABORATION SPÉCIALE

La Bolivie demeure l'un des pays les plus défavorisés d'Amérique latine. « Il y a eu un réel travail pour réduire la pauvreté sous Evo Morales, et la pauvreté extrême a reculé. Mais depuis quelques années, on observe une remontée, qui s'est aggravée pendant la pandémie », dit Julie Perreault, porte-parole et chargée de programmes chez Oxfam-Québec.

Le pays est aussi tristement marqué par les féminicides et la violence conjugale, et ce, malgré un mouvement féministe très présent. Selon le Rapport sur le développement humain du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) paru en 2022, la Bolivie affiche l'un des taux les plus élevés de violence à l'égard des femmes en Amérique latine.

« On s'est rendu compte qu'il y avait quelque chose qui ne changeait pas, explique Julie Perreault. On travaillait beaucoup avec les femmes, sur les

droits, sur la prévention, mais la violence persistait. Alors on a décidé de le faire aussi avec les hommes, particulièrement ceux de la nouvelle génération. »

L'objectif : faire évoluer les mentalités dès l'école, en formant des acteurs de changement. « On voulait contribuer à créer une nouvelle génération avec des balises d'égalité, de respect, et de non-acceptation de la violence », ajoute M^{me} Perreault.

Le « sac à dos des masculinités »
Sept municipalités ont pris part au projet : La Paz, El Alto, Viacha, Cochabamba, Colcapirhua, Santa Cruz de la Sierra et Pailón. Les équipes d'Oxfam-Québec et leurs partenaires sur le terrain ont commencé par établir un diagnostic sur la perception qu'ont les hommes de leur rôle dans la famille, le couple et la société.

À travers plusieurs rencontres menées dans les communautés, les participants ont pu explorer les stéréotypes qui façonnent la masculinité, et comment ceux-ci affectent leurs relations

au quotidien. « Un homme ne pleure pas. Un homme ne s'occupe pas des enfants, cite M^{me} Perreault. Mais il y a des gars qui aiment prendre soin de leurs enfants. On les amène à réfléchir à ces modèles qui les enferment et à d'autres dimensions de la masculinité. »

« Le but était de créer des espaces où les hommes peuvent parler d'eux-mêmes, souvent pour la première fois »

De ces réflexions est née une boîte à outils pédagogique appelée la *mochila* (le sac à dos) sur des masculinités alternatives. Ce matériel — jeux, activités, guides — a ensuite été utilisé pour former des enseignants. Ces derniers sont ainsi devenus des

« agents de changement », capables de reproduire ces activités dans leurs classes et leurs communautés.

En tout, près de 5 000 personnes ont été formées au cours du projet, dont 47 % d'hommes. Environ 200 d'entre eux ont suivi un atelier intensif de trois jours, les préparant à animer des séances à leur tour auprès de leurs pairs. « Le but était de créer des espaces où les hommes peuvent parler d'eux-mêmes, souvent pour la première fois », résume la chargée de programmes.

En parallèle, Oxfam-Québec a travaillé avec les membres du mouvement *Actua - Detén la violencia* (Agis : mets fin à la violence). Le collectif autogéré par des jeunes est né d'une campagne du même nom. Il encourage les relations saines tout en visant à briser le silence entourant les violences vécues par la jeunesse. Pendant le confinement, ses messages ont circulé sur les réseaux sociaux, touchant 43 000 internautes.

Des résultats encourageants

L'initiative a rencontré des obstacles. « La pandémie a paralysé les écoles pendant près de deux ans », dit Julie Perreault. Il a aussi fallu composer avec l'influence des groupes religieux conservateurs, très présents dans certaines régions, en plus du contexte économique difficile. Malgré tout, M^{me} Perreault croit que le projet a réussi à trouver un écho auprès des communautés.

« J'ai grandi en pensant que c'était à la femme de s'occuper de la maison, tandis que l'homme ne faisait que travailler à l'extérieur. Je réalise maintenant le poids de ces idées et comment le fait de les changer me change aussi », a confié Froilan Ato, professeur de sciences sociales au Colegio Germán Busch, à Oxfam-Québec.

Des enseignants formés ont même pris l'initiative de créer des réseaux locaux. Le ministère de l'Éducation bolivien s'y est également intéressé. Oxfam-Québec et ses partenaires ont ainsi été invités à présenter leur approche lors de grands rassemblements d'enseignants. Un module sur les différentes masculinités a été intégré dans les manuels pédagogiques du ministère. « C'est un résultat inespéré, se réjouit M^{me} Perreault. Ça donne une possibilité de pérennité. »

Mais la chargée de programmes demeure prudente. « Avec le changement de gouvernement, on ne sait jamais si ça va rester, avance-t-elle. Souvent, il y a un peu le principe de la table rase. Mais au moins, le matériel existe et il est reconnu. »

Élevons nos voix.

Pour l'**État de droit**.
Pour l'**égalité de genre**.
Pour l'**inclusion sociale**.
Pour que justice soit faite.



**BUREAU INTERNATIONAL
DES DROITS DES ENFANTS (IBCR)**



— “

Ma collaboration avec l'Association des Femmes Juristes a été marquante dans son ensemble : l'accueil, la dynamique, la diversité des thématiques et des services offerts ! Mais je retiens particulièrement les moments forts d'échanges et de partages d'expériences lors des sessions de renforcement de capacités qui démontrent un grand intérêt pour les sujets et surtout un engagement dans la protection des droits des filles et des enfants en général.

Marie Colette, Conseillère volontaire en droits de l'enfant



Vous souhaitez vous aussi contribuer à faire des droits de l'enfant une réalité ? Vos compétences peuvent faire la différence !

**Intégrez dès aujourd'hui notre
Programme de coopération volontaire.**



Pour en savoir plus, visionnez notre série webinaire DROITS Devant !



Scolariser les femmes des pays en voie de développement

Scolariser les jeunes filles et favoriser le leadership des femmes des pays en voie en développement, c'est ce à quoi contribue la Fondation Paul Gérin-Lajoie. L'OBNL créé en 1977 adopte également une approche axée sur le développement durable.

LEÏLA JOLIN-DAHEL
COLLABORATION SPÉCIALE

La Fondation Paul Gérin-Lajoie prend actuellement part à deux projets en ce sens. Le premier, Femmes en Action, promeut depuis 2023 l'adaptation climatique des populations féminines de la République démocratique du Congo tout en renforçant leur autonomie économique et leur leadership.

Le deuxième, Filles et éducation résilientes (FIERES), a été lancé un an plus tôt. Il vise à augmenter le niveau d'instruction des filles et des adolescentes vulnérables du Mali dans les régions de Ségou, Mopti et Tombouctou.

Les deux initiatives ont été financées majoritairement par Affaires mondiales Canada, avec la contribution de la Fondation Paul Gérin-Lajoie et de leurs partenaires.

FIERES au Mali

Au Mali, les femmes font face à plusieurs obstacles à leur éducation. « Si une famille compte plusieurs enfants, ce sont souvent les garçons qui seront davantage incités à aller à l'école », résume Léandre Schiffler, chargé de projets internationaux senior pour le programme FIERES à l'OBNL.

Parmi celles qui fréquentent un établissement d'enseignement



Au terme du projet Femmes en action mené en République démocratique du Congo, les quelque 4500 participantes auront acquis des connaissances en agroécologie et en agroforesterie dans le but de restaurer et de préserver la biodiversité sur 4000 hectares.
PHOTO FOURNIE PAR LA FONDATION PAUL GÉRIN-LAJOIE

primaire ou secondaire, plusieurs restent plus à risque de décrochage scolaire, notamment par manque de soutien de la part de leurs proches, ajoute-t-il. « Si la fillette sait lire et écrire, on considère que c'est suffisant et que ce n'est pas la peine d'obtenir un diplôme », illustre-t-il. Certaines adolescentes doivent également quitter les bancs d'école en raison d'une grossesse ou d'une situation de précarité économique.

Devant ces multiples facteurs d'exclusion, la Fondation Paul Gérin-Lajoie privilégie une démarche individualisée pour encourager les femmes qui prennent part au projet FIERES. « On se penche sur les

défis spécifiques que vit une participante et on instaure un plan d'accompagnement pour l'aider à les surmonter », décrit Léandre Schiffler. Certaines sont assistées dans la poursuite de leurs études alors que d'autres sont dirigées vers des formations professionnelles visant leur intégration au marché du travail.

Ces jeunes filles, sélectionnées selon des critères de vulnérabilité, sont mises en relation avec d'autres femmes les épaulant à titre de mentores. « Ça leur permet d'obtenir une écoute hors du cercle familial pour trouver des solutions appropriées en vue d'éviter la déscolarisation », fait valoir le chargé de projet.

Le projet FIERES vise ainsi à mobiliser 6500 femmes âgées de 20 à 60 ans pour la défense des droits des filles et des adolescentes et s'étend à travers 70 établissements d'enseignement au Mali.

Femmes en Action en RDC

Depuis 2023, la Fondation Paul Gérin-Lajoie, en consortium avec le Jane Goodall Institute (JGI), contribue au projet Femmes en action. L'initiative vise à accroître le leadership des femmes en République démocratique du Congo. Et ce, tout en favorisant la résilience aux changements climatiques par le biais de solutions basées sur la nature.

Les quelque 4500 participantes au terme de l'initiative auront ainsi acquis des connaissances en agroécologie et en agroforesterie dans le but de restaurer et de préserver la biodiversité sur 4000 hectares. « Nous donnons aussi des formations sur les systèmes énergétiques afin de leur apprendre à économiser l'énergie de manière durable. On leur apprend à fabriquer des briquettes écologiques à partir de déchets organiques et de résidus de charbon », illustre Roméo Essou, chargé de projets internationaux pour Femmes en action à la Fondation Paul Gérin-Lajoie.

Afin de renforcer le leadership de ces femmes, l'OBNL a parallèlement développé un programme d'alphabétisation et de littératie financière. Il leur propose également des enseignements sur la santé, les droits sexuels et reproductifs, de même que sur les violences basées sur le genre.

Pour être en mesure d'atteindre une autonomie financière, des participantes sont par ailleurs initiées aux mécanismes d'épargne et de crédit en étant accompagnées par des mentors. « Nous conscientisons aussi la communauté au fait que les femmes sont exclues du droit d'accès au foncier, ce qui est à la fois illégal et contre-productif pour le développement économique », ajoute Roméo Essou. Pour ce faire, la Fondation Paul Gérin-Lajoie mène des actions de sensibilisation auprès des décideurs locaux.

Des changements pérennes

À son terme en 2026, Femmes en action continuera d'avoir des retombées sur les populations locales en République démocratique du Congo, entrevoit Roméo Essou. « Nous avons cinq partenaires sur le terrain qui poursuivront ce travail », prévoit-il.

Léandre Schiffler abonde en ce sens. « Une fois le projet terminé, nous souhaitons que les communautés deviennent elles-mêmes des moteurs de changement pour que les choses évoluent de manière pérenne. »

« Si une famille [malienne] compte plusieurs enfants, ce sont souvent les garçons qui seront davantage incités à aller à l'école »



Plus de 7000 Nigériennes ont vu leur vie changée par le projet DEVENIR, estime Médecins du monde.
BINTOU MOUSSA

Coopérer pour que les femmes du Niger aient accès à des soins de santé

Si le gouvernement du Niger a décrété la gratuité des soins de santé, leur financement direct n'a pas suivi. Les Nigériennes y ont donc difficilement accès. C'est pour favoriser leur autonomisation que Médecins du monde a mis sur pied le projet DEVENIR, en partenariat avec SOCODEVI.

FLORENCE TISON
COLLABORATION SPÉCIALE

Les Nigériennes doivent non seulement assumer les frais pour être prises en charge, mais aussi demander deux permissions à leur mari : celle de se rendre à un centre de santé, et celle de délier les cordons de la bourse familiale.

Dans ce pays à la situation sécuritaire ardue, il est encore plus difficile

pour les veuves de prendre soin d'elles et de leur famille. Elles sont « d'abord sous le choc psychologique de la perte de leur époux, et en même temps, sous celui d'avoir la responsabilité financière de la famille », explique Rémy Yaovi Djossou, coordonnateur de programme pour Médecins du monde.

Depuis deux ans, leur projet DEVENIR vise donc à améliorer l'accès à la santé et à renforcer « l'autonomisation économique »

des femmes dans les régions de Niamey et d'Agadez.

Le rôle essentiel des coopératives

« Les coopératives ont des retombées directes sur les conditions de vie des ménages. Elles jouent aussi un rôle en ce qui a trait à leur accès aux services sociaux de base tels que les soins de santé et l'alimentation », estime Abdourahime Garba, directeur de la SOCODEVI au Niger.

« La situation n'est pas évidente dans les pays où nous assurons une présence, poursuit-il. Les coopératives sont donc une solution pour ces ménages afin de se mettre à l'abri de l'insécurité alimentaire, de pouvoir scolariser leurs enfants, de pouvoir avoir accès aux services de santé, à l'éducation, etc. »

Les coopératives ont l'avantage de favoriser l'entrepreneuriat des

femmes et de les inclure dans un regroupement où elles ont une voix démocratique. Peu importe d'où elles viennent et qui elles sont, elles se font accompagner.

« C'est une première pour elles de voir une organisation avec une initiative qui les soutient de façon holistique, jusqu'à pouvoir leur permettre une intégration, indique Rémy Yaovi Djossou. Aujourd'hui, nous avons de nombreux témoignages de femmes qui étaient autrefois des victimes isolées. Elles se sentent dorénavant épanouies au sein de la communauté. Cela leur procure beaucoup de joie. »

Le projet DEVENIR est maintenant impliqué dans 22 unions de coopératives agricoles du pays. Les Nigériennes y développent leurs entreprises de transformation agro-alimentaire en recevant des formations sur la création de modèles

d'affaires, sur l'éducation financière, en communication, en gouvernance, etc. Elles y ont notamment appris comment faire de la publicité pour leurs produits et des manières de les emballer de façon attrayante.

Plus de 7000 bénéficiaires ont vu leur vie changée par le projet DEVENIR, souligne le coordonnateur. « Et quand on dit 7000 femmes touchées par l'autonomisation économique et financière, ça va plus loin parce que des familles tirent aussi avantage de ce que nous apportons aux participantes. Ce sont des enfants de moins de cinq ans, ce sont des jeunes filles, c'est toute une communauté qui en profite », se réjouit Rémy Yaovi Djossou.

Améliorer les centres de santé

Grâce au projet DEVENIR, les coopératives facilitent maintenant l'autonomisation économique des Nigériennes et leur accès aux soins de santé. Encore faut-il que les centres de santé existent... et qu'ils soient efficaces !

« Ce sont des établissements qui sont déjà appuyés par le gouvernement, mais dont la dégradation est un peu avancée, souligne Rémy Yaovi Djossou. Ils n'ont pas non plus les moyens pour ce qui touche au personnel qualifié, aux médicaments, et aux équipements nécessaires pour les traitements. »

C'est là où Médecins du monde intervient. L'organisme québécois a formé les agents des institutions de santé publique pour qu'ils puissent mieux accueillir et s'occuper des patients. L'ONG a fourni des outils essentiels tels que des lits d'hôpital et des échographes.

Les membres des coopératives et leur famille sont soignés gratuitement dans ces établissements. La pharmacie d'ordonnance y est bien remplie, que l'on parle d'antipaludiques ou de santé reproductive des femmes. Les Nigériennes peuvent donc maintenant reprendre leur santé en main.

« Nous avons de nombreux témoignages de femmes qui étaient autrefois des victimes isolées. Elles se sentent dorénavant épanouies au sein de la communauté. »

Retour à l'école pour les jeunes mamans sénégalaises

Dans la région de Matam, à l'est du Sénégal, les filles sont mariées très jeunes et délaissent leurs études pour participer aux tâches ménagères et s'occuper des enfants. Mais depuis trois ans, l'organisme québécois Terre sans frontières (TSF) mène une opération sur le terrain visant à les ramener en classe avec son projet, YEESO, qui signifie « en avant » en wolof.

FLORENCE TISON
COLLABORATION SPÉCIALE

« Le mariage et les grossesses précoces diminuent les chances de persévérance scolaire des jeunes filles », souligne la cheffe de programme pour l'Afrique de l'Ouest de TSF, Geneviève Pellerin St-Amand. « L'objectif n'était pas de cesser cette tradition, mais de sensibiliser davantage sur le fait que, même si l'on se marie, aller à l'école reste important. »

Une garderie et un nouveau lycée
Si la persévérance scolaire est certainement bénéfique pour les jeunes filles, elle l'est aussi pour la communauté, estime Bernard Mitome K. Coly, administrateur financier du bureau de TSF au Sénégal. « La société sénégalaise ne peut se construire en excluant la gent féminine ! s'exclame-t-il. L'égalité des chances de réussite commence dès l'école primaire et se poursuit jusqu'à l'université. » Dans la localité de Loumbal Baladji, TSF a retapé des infrastructures vieillissantes et a insufflé un vent de renouveau. L'ONG y a ajouté une salle d'informatique, un terrain de sport multifonction et deux cantines

approvisionnées par un potager et un champ biologiques. Un service de garde a même été aménagé pour les tout-petits. « C'était pour donner toutes les chances possibles aux jeunes mamans de poursuivre leurs études, mais aussi de préparer les enfants dès leur jeune âge à leur entrée à l'école », indique Geneviève Pellerin St-Amand.

Après la garderie, les élèves fréquentent l'école élémentaire, le collège, et finalement le lycée. Mais celui-ci est situé à plusieurs kilomètres à l'extérieur du village. Un trajet que les jeunes filles doivent parcourir en charrette ou à pied. TSF a donc procédé à l'organisation de transports scolaires avant d'ouvrir une première classe de lycée à l'intérieur de la localité cette année.

« La population s'est vraiment mobilisée autour de l'éducation et ça a permis aux instances scolaires d'avoir un lycée, explique Geneviève Pellerin St-Amand. Les jeunes vont pouvoir poursuivre leurs études beaucoup plus longtemps, tout en restant dans le village. »

L'école des belles-mères

Si la population de Loumbal Baladji s'est mobilisée autour de l'éducation



La population de Loumbal Baladji s'est mobilisée autour de l'éducation des jeunes filles, soutenue par Terre sans frontières qui y a mené un grand travail de sensibilisation. PHOTO FOURNIE PAR TSF

des jeunes filles, c'est parce que TSF y a mené un grand travail de sensibilisation. « On a fait beaucoup "d'école des parents", à savoir des causeries avec des femmes qui détiennent le monopole de la gestion familiale dans la culture sénégalaise, explique Binta Sy, chargée de projets au bureau de TSF au Sénégal. On dit que ce sont les hommes qui décident, mais cette responsabilité revient souvent aux femmes. »

Qui dit femme, dit aussi mère du mari, la belle-mère. Ces causeries pour discuter de l'importance de l'éducation ont amené plusieurs d'entre elles à reprendre des tâches ménagères pour que leur jeune bru puisse retourner en classe et avoir le temps d'étudier. « C'est ce genre de changement qu'on souhaitait avec le programme », indique avec fierté Geneviève Pellerin St-Amand.

Refuser le mariage pour étudier

Avec le temps, un changement profond s'est effectué au sein de la

communauté de Loumbal Baladji. L'éducation est peu à peu devenue une priorité pour beaucoup de ménages, et les formations sur le leadership données aux jeunes filles les ont aidées à se tenir debout pour défendre leurs droits.

« On dit que ce sont les hommes qui décident, mais cette responsabilité revient souvent aux femmes »

La présidente du Club des jeunes filles de la ville, Hawa Moussa Sow, 18 ans, a décidé de ne pas se marier. Du moins, pas tout de suite. Elle souhaite poursuivre ses études pour devenir médecin, avec l'accord de sa famille. « [Les parents] préfèrent que les jeunes filles se marient parce que ça

leur procure une sorte de sécurité, observe Binta Sy. Ce serait une honte si, par accident ou par malheur, elles tombaient enceintes en étant célibataires. »

À l'instar de quelques-unes de ses comparses, Hawa Moussa Sow a dit non lorsqu'on lui a demandé sa main. « C'est grâce aux causeries et aux exposés qu'on fait à l'école, raconte-t-elle. Parfois, on veut parler de quelque chose, mais on ne sait pas comment l'exprimer. On a beaucoup utilisé les formations qu'on a faites en leadership pour prendre plus facilement la parole. »

Si le projet de développement en éducation de TSF au Sénégal a officiellement pris fin en août dernier, il s'appuie maintenant sur des partenaires de la communauté, qui poursuivent l'œuvre. Les enseignants et les membres des comités locaux sont désormais assez outillés pour continuer le partage de connaissances et, qui sait, aider les jeunes filles de Loumbal Baladji à aller à l'université.

COMBATTRE LES INÉGALITÉS GRÂCE AU POUVOIR TRANSFORMATEUR DES FEMMES



SOUTENIR les populations sinistrées lors de catastrophes, de conflits ou de crises.



CODÉVELOPPER avec nos partenaires et les communautés des solutions durables à long terme.



CHANGER et faire évoluer les lois et les mentalités.



DONNEZ
oxfam.qc.ca



Tisser des ponts pour la santé des femmes autochtones du Pérou

Au Pérou, les femmes autochtones sont victimes d'inégalités en matière de soins de santé. C'est pourquoi l'ONG québécoise Carrefour de solidarité internationale (CSI) vise à sensibiliser ces communautés aux questions de violences basées sur le genre, de santé sexuelle et de droit des femmes.

MARIE-HÉLÈNE DUFAYS MARINESCU
COLLABORATION SPÉCIALE

Depuis plus de 30 ans, le CSI met en œuvre des initiatives dans plusieurs régions du pays, afin de contribuer à améliorer l'accès à la santé des communautés autochtones qui y sont installées. C'est dans ce contexte qu'est né le projet Tejiendo puentes en salud (Tisser des ponts en santé), dont les axes d'intervention pourront bénéficier à 100 000 personnes vivant dans la province péruvienne de La Convención.

Le but de ce projet est de faciliter le dialogue entre les communautés autochtones et les services de santé locaux. Et ce, grâce à de l'accompagnement dans la création d'une base de données afin qu'elles « s'approprient leurs enjeux de santé », indique Marie-Hélène Lajoie, chargée de programmes internationaux en Amérique latine pour le CSI.

L'initiative est menée en partenariat avec le Centre interdisciplinaire de développement international en santé de l'Université de Sherbrooke. De son côté, la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik s'implique en proposant des conseils et en partageant son expertise en approche communautaire. À



Dans la province péruvienne de La Convención, le Carrefour de solidarité internationale a mis sur pied un projet qui vise à faciliter le dialogue entre les communautés autochtones et les services de santé locaux. VALERIA VALENCIA VALLE

terme, les projets ont pour objectif d'améliorer la capacité des établissements de santé afin qu'ils puissent répondre aux besoins de la population.

Le manque d'accès aux soins de santé les rend vulnérables et les expose à des violences sexuelles, explique Katty Lagos Reyes, responsable des activités dans la province de La Convención et experte en égalité des genres chez l'organisme Ayni Desarrollo. Cette ONG travaille en partenariat avec le CSI dans le cadre du projet.

« Faire en sorte qu'une fille ne devienne pas une mère, qu'une

adolescente soit en mesure d'obtenir des moyens de contraception, qu'une femme puisse élever sa voix pour réclamer ses droits et exiger de meilleures conditions de vie », voilà ce qui motive Katty Lagos Reyes à poursuivre son mandat.

Une discrimination structurelle

Les communautés autochtones subissent « une discrimination structurelle » au Pérou, explique M^{me} Lagos Reyes. Et ce, en raison du manque d'accès aux services de santé, d'éducation, mais aussi à l'eau ou encore

« Beaucoup [d'Autochtones] doivent marcher 4 ou 5 heures pour se rendre à un établissement de santé ou emprunter un transport fluvial qui prend de 8 à 12 heures »

à la justice. Ces facteurs accroissent leur vulnérabilité et mettent à mal leurs droits, en plus de les exposer à différents types d'abus. Dès l'âge de 10 ans, souligne-t-elle, les femmes et les filles sont à risque de vivre des grossesses non désirées et de la violence sexuelle. À ses yeux, cette violence est bien souvent banalisée par les autorités, ce qui aggrave la situation.

En raison de l'éloignement géographique et des difficultés d'accès au territoire, les communautés autochtones peinent à obtenir des soins de santé, qui requièrent d'importantes ressources économiques.

« Beaucoup doivent marcher 4 ou 5 heures pour se rendre à un établissement de santé ou emprunter un transport fluvial qui prend de 8 à 12 heures », illustre M^{me} Lagos Reyes. Pour d'autres, l'infrastructure sanitaire la plus proche se trouve à deux jours de voyage.

Outre le manque d'équipements médicaux, de médicaments et de spécialistes, les barrières culturelles et linguistiques représentent un obstacle supplémentaire pour les communautés autochtones de La Convención. Les services de santé ne sont pas adaptés à la médecine traditionnelle, indique-t-elle.

Assurer une présence dans la région

En octobre dernier, Affaires mondiales Canada octroyait une subvention de 7,4 millions de dollars au CSI pour financer le projet. Cette somme permet « d'assurer une présence dans la région et d'agrandir l'offre de services pour les prochaines années », explique Marie-Hélène Lajoie.

Ayni Desarrollo est l'unique partenaire de CSI au Pérou, rappelle-t-elle. C'est également le seul à rester actif auprès des communautés autochtones de la zone amazonienne. L'éloignement géographique rend l'accès non seulement très complexe, mais aussi « extrêmement coûteux », dit-elle, si bien que beaucoup d'organismes finissent par renoncer.

Mener des opérations sur le terrain est pourtant indispensable, car c'est la seule manière d'obtenir des renseignements sur les besoins des groupes locaux et leurs réalités. Ces projets, ainsi que la collaboration entre les différents organismes, sont donc nécessaires, parce qu'ils permettent de « tisser des ponts entre le sud et le nord pour contribuer au développement des populations plus marginalisées », conclut Katty Lagos Reyes.



Dans les îles sénégalaises de Sifoca et de Wendaye, les communautés ont décidé que l'action prioritaire était d'aménager des parcs ostréicoles. CLÉMENTINE CHEVALLIER POUR SUCO

Aider les femmes et les jeunes du Sénégal à prendre leur environnement en main

Au Sénégal, Solidarité Union Coopération (SUCO) travaille à l'amélioration des pratiques écologiques en vue de restaurer des écosystèmes. Avec son projet Action climatique féministe en Afrique de l'Ouest (ACF-AO), l'ONG, alliée à plusieurs partenaires sur le terrain, vise également le renforcement du pouvoir économique des femmes et des jeunes.

MARTINE LETARTE
COLLABORATION SPÉCIALE

Des mangroves dans un état de dégradation avancée, des poissons qui se font rares : en 2023, les communautés du Sénégal commençaient à paniquer. Il fallait rapidement trouver

une solution pour que les familles puissent continuer à se nourrir et à vendre les produits issus de leurs activités de pêche.

Déployé par SUCO et Inter Pares avec l'appui financier d'Affaires mondiales Canada, le projet ACF-AO est mené en collaboration avec des organismes partenaires œuvrant auprès

des populations côtières et insulaires parmi les plus vulnérables aux changements climatiques.

L'initiative a pour but la réalisation de projets concrets pour instaurer des modes de production durables. Elle vise aussi à amener les femmes et les jeunes à prendre davantage de place dans les instances locales en matière de climat et de biodiversité.

« Les femmes travaillent avec les ressources naturelles, que ce soit lorsqu'elles cultivent des légumes, recueillent des huîtres, vont chercher de l'eau ou collectent du bois, énumère Moustapha Dembele, coordinateur de projet basé au Sénégal chez SUCO. Souvent, ces responsabilités leur incombent et les changements

climatiques affectent directement leur quotidien. »

« Ces groupes sont sous-représentés dans la gouvernance locale, affirme Moustapha Dembele. En améliorant leur confiance en eux, leur capacité à prendre la parole et à élaborer des messages clés, nous les aidons à s'intégrer aux espaces décisionnels et à en créer. »

Des résultats tangibles

Grâce à la mobilisation des femmes et des jeunes, le projet a été réalisé et les résultats sont au rendez-vous. « Les communautés ont privilégié le reboisement de la mangrove pour la restaurer parce qu'elle est très importante pour la reproduction des espèces halieutiques », explique de son côté Khadija Badji, cheffe de projet de l'initiative ACF-AO pour JVE Sénégal, l'un des partenaires sur le terrain de SUCO. « Hier justement, des volontaires m'ont écrit pour me faire savoir qu'il y avait un retour des poissons », ajoute-t-elle fièrement.

Dans les îles sénégalaises de Sifoca et de Wendaye, les communautés ont décidé que l'action prioritaire était d'aménager des parcs ostréicoles. Ceux-ci sont composés de tuyaux de PVC et de fils sur lesquels on installe des coquilles où des huîtres viendront se coller. « Traditionnellement, les femmes recueillent les huîtres en tranchant les racines de la mangrove

Augmenter les revenus de la pêche en Côte d'Ivoire

À Adiaké, une ville sur le littoral en Côte d'Ivoire, ce sont des enclos piscicoles écologiques qui ont été installés par SUCO et ses partenaires. Et ce, pour mieux répondre aux besoins alimentaires des communautés et faire croître leurs revenus grâce à la vente de poissons.

« La pêche est purement extractive et ne permet pas de contrôler la ressource. La pisciculture avec les enclos donne quant à elle l'occasion d'aller vers une production qui amène une meilleure prévisibilité des ventes », explique Moustapha Dembele.

Ces installations ont pour effet d'augmenter la rémunération des familles ivoiriennes organisées en associations pour réaliser ce travail. « Nous avons eu des témoignages de ménages qui arrivent à scolariser leurs enfants et à se payer des soins de santé grâce aux revenus tirés de ces enclos », se réjouit-il.

sur lesquelles elles s'accrochent, explique Khadija Baji. Grâce aux nouvelles technologies, on évite ces coupes et on améliore la production. »

Comme le travail dans la forêt de mangrove est difficile physiquement pour les femmes et qu'il ne donne lieu qu'à une seule récolte par année, ces parcs leur sont plus faciles d'accès. Ils permettent en plus de réaliser deux ou trois récoltes d'huîtres en quantités plus importantes et de meilleure qualité. Au lieu de simplement sécher ces mollusques avant de les vendre, elles peuvent aussi maintenant les garder crues pour les mettre en bocaux, augmentant ainsi leur valeur de revente.

« En ce moment, les femmes ont décidé de ne pas les récolter parce qu'elles veulent trouver des clients, comme des hôtels, à l'extérieur des îles, ajoute-t-elle. Elles entreprennent des démarches pour faire connaître leurs produits. »

Pour Moustapha Dembele, les femmes et les jeunes deviennent ainsi des moteurs de transformation.



La mission première de Développement et Paix est de former et d'accompagner les militants locaux explique la chargée de programme Anne Catherine Kennedy. JUSTIÇA NOS TRILHOS

Défendre les territoires pour la justice écologique au Brésil

Au Brésil, un projet de Développement et Paix – Caritas Canada aide les communautés à défendre leurs territoires et à rétablir leur accès à la justice écologique devant les conséquences environnementales engendrées par l'industrie minière et l'agro-industrie.

GABRIELLE ANCTIL
COLLABORATION SPÉCIALE

Les métaux extraits de la Mina de Carajás se trouvent certainement dans votre maison. Des millions de tonnes métriques sortent annuellement de cette mine à ciel ouvert — la plus grande au monde à extraire du fer — dans l'État du Pará, au nord du Brésil. Pour trans-

porter tout ce minerai, un chemin de fer de près de 900 kilomètres de long relie la mine à un port situé sur les rives de l'océan Atlantique.

Toutes ces activités ont des conséquences sur l'environnement et sur les gens vivant le long du tracé du chemin de fer.

« Quand on arrive sur place, notre gorge se met à piquer, on a le nez qui brûle. Il y a tellement de poussière. Même si on nettoie les surfaces, elles sont de nouveau recouvertes quelques heures plus tard », raconte Anne Catherine Kennedy, chargée de programme responsable du Brésil et de la Colombie pour Développement et Paix – Caritas Canada.

Bien au-delà du ménage, la poussière de fer a « contaminé l'eau, la terre, l'air », ajoute-t-elle. « Les gens tombent malades, les enfants naissent avec des malformations congénitales. On parle de fausses couches, de cancers, de décès précoces », énumère-t-elle.

Face à cette destruction, Développement et Paix – Caritas Canada vient aider les communautés locales de l'État du Maranhão, voisin du Pará et traversé par le chemin de fer.

Église militante

« Il n'y a pas deux crises séparées. L'une environnementale, et l'autre, sociale, mais une seule et complexe crise socio-environnementale. » Affichée sur le site de Développement et Paix, cette citation est tirée d'une lettre encyclique rédigée par le défunt pape François 1^{er}. C'est que l'ONG a des racines catholiques bien profondes.

Fondé en 1967 par la Conférence des évêques catholiques du Canada, il venait répondre au constat selon lequel « il y a énormément de souffrance et de pauvreté dans le monde », résume Anne Catherine Kennedy.

À l'époque, les orientations du corps ecclésiastique sont résolument sociales et influencent celles de l'organisme. « Nous sommes encore dans cette mouvance, même si l'Église ne l'est plus », précise cependant la chargée de programme.

Si le clergé a historiquement eu la main lourde auprès de populations marginalisées, Anne Catherine Kennedy est catégorique : les initiatives de son ONG n'ont pas d'intentions évangélisatrices. « On travaille avec

des organismes catholiques sur le terrain, mais aussi des gens d'autres religions et des athées, rappelle-t-elle. Ce qui nous importe, c'est de contribuer à des transformations sociales. On ne souhaite pas donner du poisson ni même enseigner à pêcher. On veut s'assurer que l'eau de la rivière n'est pas polluée. »

« Si on veut faire vite, on le fait à leur place »

La mission première de cet organisme est de former et d'accompagner, explique la chargée de programme. « Deux millions de personnes résident le long du chemin de fer et sont souvent issues de populations autochtones ou afro-brésiliennes. Elles vivent dans une pauvreté abjecte et n'ont parfois pas connaissance de leurs droits et de leur dignité humaine », observe-t-elle.

Cette prise de conscience met du temps à se faire, souligne-t-elle. « On ne peut pas dire aux gens ce qu'ils doivent penser. Il faut qu'ils le découvrent par l'éducation. » De ces apprentissages naissent des vocations militantes, souvent chez les femmes, qui sont les premières touchées par la destruction de leur environnement. « Les gens se sentent humains, liés avec les autres. Ils constatent qu'ils peuvent avoir un impact sur leur vie. C'est puissant de réaliser ça ! » se réjouit Anne Catherine Kennedy.

Si le travail sur le terrain est principalement mené par JNT, Développement et Paix propose du soutien financier et met à disposition son large réseau de contacts. Les militants locaux ont ainsi l'occasion de voyager lors de grands rendez-vous internationaux pour présenter leur lutte tout en rencontrant des gens d'influence.

Ce réseautage peut avoir des effets concrets. À titre d'exemple, Anne Catherine Kennedy pointe vers une victoire remportée en octobre 2024 par 312 ménages de Piquiá de Baixo. Après 20 ans d'effort et la visite du rapporteur spécial des Nations unies sur les contaminations toxiques, les familles ont pu être relocalisées loin de la pollution, dans un village conçu et construit par la communauté. « Pas tout le monde a accès à l'ONU ! » souligne-t-elle.

Pour la chargée de programme, cette réussite s'incarne au-delà d'un simple lieu de vie. « L'éducation, le soutien, ça contribue à un grand éveil, dit-elle. Les gens voient qu'il est possible d'avoir un impact et que ça vaut la peine de s'impliquer. »

« Il n'y a pas deux crises séparées. L'une environnementale, et l'autre, sociale, mais une seule et complexe crise socio-environnementale. »



© CROLLE AGENCY / HI

15% pour les 15% : inclure les personnes en situation de handicap dans l'aide internationale du Canada

Dans le monde, au moins 15% de la population mondiale vit en situation de handicap — plus d'un milliard de personnes, soit une sur six. Pourtant, elles demeurent largement invisibles dans les programmes d'aide internationale censés réduire la pauvreté et répondre aux crises. Trop souvent, les initiatives qui garantissent l'accès à l'éducation, à la santé, à la sécurité et à l'emploi les excluent encore.

Le Canada se présente depuis longtemps comme un chef de file mondial en matière d'égalité et de droits humains. Mais moins de 2% de son aide internationale soutient explicitement les personnes en situation de handicap. Cet écart contredit nos valeurs et nos engagements envers l'inclusion.

Le handicap est l'un des plus puissants facteurs d'exclusion et de pauvreté à l'échelle mondiale. La moitié des enfants en situation de handicap n'ont jamais fréquenté l'école. Dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, 80% des adultes en situation de handicap sont sans emploi. Les femmes en situation de handicap subissent certaines des plus fortes taux de violence fondée sur le genre et se voient souvent refuser l'accès aux services de santé reproductive.

Cette exclusion n'est pas seulement injuste : elle compromet l'efficacité de chaque dollar investi en développement.

C'est pourquoi Humanité & Inclusion Canada lance la campagne « 15% pour les 15% », appelant le gouvernement du Canada à :

- adhérer à l'engagement de 15% du Sommet mondial sur le handicap, en consacrant 15% de l'aide internationale aux personnes en situation de handicap ;
- investir au moins 200 millions \$ sur cinq ans dans des programmes véritablement inclusifs.

En rendant son aide réellement inclusive, le Canada peut faire coïncider son leadership mondial avec ses valeurs.

Personne ne doit être laissé de côté.
Signez la pétition. Faites entendre votre voix pour l'inclusion.



Grâce au projet ReSea, des centaines de femmes ont bénéficié d'une formation en leadership dans la gouvernance marine. PHOTO FOURNIE PAR MISSION INCLUSION

Restaurer les écosystèmes de l'océan Indien occidental

Recréer les écosystèmes marins des communautés côtières de l'océan Indien occidental face au réchauffement de la planète, tel est l'objectif du projet ReSea. L'initiative portée par Mission inclusion combine des visées en matière de développement durable, de droit des femmes et de justice climatique et sociale.

LEÏLA JOLIN-DAHEL
COLLABORATION SPÉCIALE

L'an dernier, ReSea a profité à plus de 8200 personnes, dont 518 femmes, qui ont bénéficié d'une formation en leadership dans la gouvernance marine, calcule Andréanne Martel, directrice du projet pour Mission inclusion. Cinq pays, le Kenya, le Mozambique, la Tanzanie, Madagascar et l'archipel des Comores, prennent part à l'initiative lancée en 2023.

Les régions africaines dont la côte est située sur l'océan Indien occidental doivent composer avec plusieurs défis. Tempêtes plus violentes, hausse des températures marines entraînant la migration de poissons vers des eaux plus froides, blanchissement des récifs coralliens, exploitation intensive des forêts de mangroves... « Avec ReSea, on tente de restaurer cette barrière naturelle qui est mise à mal », explique Andréanne Martel, directrice du projet pour Mission inclusion. Par ailleurs, ces bouleversements s'amplifient trop rapidement pour que les communautés adaptent leurs savoirs traditionnels, ajoute-t-elle.

Ces populations font également face à des défis structurels, limitant notamment aux femmes l'accès au crédit visant l'achat d'équipement pour leurs activités professionnelles. « Dans certaines cultures, une femme qui monte à bord d'un bateau porte malheur », illustre Andréanne Martel.

Les femmes sont souvent exclues des espaces décisionnels de gestion des ressources marines, rappelle la directrice du projet. Et lorsqu'elles contribuent à l'économie bleue, elles le font généralement au sein de chaînes de valeur qui rémunèrent moins bien.

Aider les organismes de coopération internationale à combattre la désinformation

La mésinformation et la désinformation deviendront les principaux dangers dans le monde d'ici 2027, selon le rapport sur les risques du Forum économique mondial de 2025, devançant même les événements météorologiques extrêmes et les conflits armés entre États. Ce fléau touche aussi les organismes de coopération internationale.

JEAN-FRANÇOIS VENNE
COLLABORATION SPÉCIALE

Julien Baudry, président de Relations publiques sans frontières (RPSF), est catégorique : « la désinformation peut causer de graves dommages aux organismes de coopération internationale et aux organismes à but non lucratif, car elle attaque leur principal capital, qui est la capacité d'inspirer confiance ».

Il explique que dans certains pays, les personnes qui travaillent, souvent bénévolement, au sein de ces organisations se font reprocher, particulièrement sur des réseaux sociaux, d'être à la solde d'un groupe ou d'un État étranger ou de poursuivre un objectif caché. En 2025, Médecins sans frontières (MSF) soulignait, par exemple, que ses actions en Afrique restent entravées par des campagnes de désinformation en ligne. L'ONG y est accusée d'être un « outil d'ingérence occidental », de « soutenir les terroristes » ou même de s'adonner au trafic d'organes. À un point tel que la population, méfiante, a interrompu les activités de MSF à Koro, près de la frontière entre le Mali et le Burkina Faso, où résident des milliers de réfugiés qui ont pourtant bien besoin de ses services.

« Les organismes de coopération affrontent de la désinformation très organisée et qui les cible directement, mais aussi de la mésinformation et



Dans certains pays, les personnes qui travaillent au sein d'organismes de coopération internationale se font souvent reprocher en ligne d'être à la solde d'un groupe ou d'un État étranger, ou de poursuivre un objectif caché, indique Julien Baudry, président de Relations publiques sans frontières. ISTOCK

de la désinformation plus diffuse, qui nuit à leur travail et à leur capacité à tisser des liens de confiance avec la population ou avec d'autres partenaires », précise Julien Baudry.

Trois types de projets

RPSF intervient pour aider des organismes à raffiner leurs communications et à s'outiller pour contrer la désinformation. Cet organisme est né en 2007 à l'instigation de professionnels en relations publiques, dont Luc Beauregard, l'un des fondateurs du cabinet de relations publiques National.

RPSF mène entre 10 et 40 projets par année, avec des organismes de coopération comme

Oxfam et Avocats sans frontières et avec des partenaires locaux. « Certains d'entre eux visent à donner des formations de quelques heures, alors que d'autres sont de plus longue haleine et impliquent de se rendre dans des pays étrangers pendant quelques semaines », explique Julien Baudry. Au Ghana, RPSF collabore avec Oxfam-Québec et Oxfam-Ghana. Le projet vise à aider l'organisme local à défendre ses positions sur des problèmes sociaux, à réaliser de bonnes campagnes d'information basées sur des faits et à mieux utiliser les communications numériques et le multimédia.

RPSF propose aussi parfois des jumelages. Par exemple, si un organisme étranger souhaite

implanter un système de collecte sélective des déchets, RPSF peut le jumeler à une personne experte des relations publiques qui a déjà travaillé sur ce genre d'initiative au Québec. Ces collaborations se déroulent généralement en ligne et peuvent s'étendre sur trois à six mois.

Communiquer clairement

La communication est un outil puissant pour contrer la mésinformation et la désinformation, à condition d'être bien employée. « Ce n'est pas parce qu'on communique qu'on est compris », rappelle le président de RPSF.

L'organisme a accompagné des partenaires dans des pays comme la Bolivie et le Sénégal pour concevoir des stratégies de communication efficaces. Celles-ci commencent généralement par l'écoute. L'emploi d'outils comme des sondages, des groupes de discussion ou de l'analyse terrain permet de mieux comprendre la manière dont un organisme ou une question sociale sont perçus par la population locale.

« La désinformation peut causer de graves dommages aux organismes de coopération internationale [...] car elle attaque leur principal capital, qui est la capacité d'inspirer confiance »

À partir de là, l'organisme peut développer un discours plus ciblé et élaborer les moyens de communication qui ont le plus de chance d'atteindre les publics visés. En matière de coopération internationale, ces approches ne passent pas nécessairement par les réseaux sociaux. « Une pièce de théâtre présentée dans un quartier ou dans un village qui met en scène les retombées de l'excision peut être plus efficace que des moyens de communication plus sophistiqués », assure M. Baudry.

Il souligne que la simplicité doit aussi régner dans le langage, car on ne gagne pas souvent l'adhésion des gens en se cachant derrière des concepts complexes que peu de personnes maîtrisent. Selon le président de RPSF, un langage inaccessible constitue l'un des pires handicaps d'une bonne communication dans un contexte où l'on affronte de la désinformation ou bien quand on tente de défendre une position sur un sujet social controversé.

L'organisme compte sur un bassin d'environ 6000 professionnels des communications et des relations publiques dans lequel elle recrute ses bénévoles. « Nous ne manquons pas de bras, par contre le financement reste un défi, reconnaît Julien Baudry. Nous voudrions réaliser plus de projets, mais pour y arriver, nous aurons besoin de plus de ressources financières. »

Agir sur plusieurs fronts

ReSea est porté par Mission inclusion, en collaboration avec l'Union internationale pour la conservation de la nature et le soutien d'Ottawa. Il a été financé à hauteur de 30 millions de dollars, majoritairement par le gouvernement fédéral, mais également par différents partenaires.

L'initiative se déploie en trois piliers. Le premier, Planète bleue, vise à améliorer la préservation des aires maritimes protégées par les populations locales en instaurant une gouvernance plus inclusive. « On souhaite que les espaces décisionnels soient plus ouverts à l'endroit des femmes, mais aussi de la diversité des voix dans ces communautés », explique Andréanne Martel.

Le volet Nature bleue a quant à lui pour but de proposer des solutions basées sur la nature, entre autres pour la restauration de récifs coralliens, de forêts littorales ou d'herbiers marins.

Enfin, Personne bleue vise à donner davantage d'autonomie financière aux femmes et aux jeunes par le biais d'entreprises en économie bleue. Leurs activités impliquent notamment la transformation des algues ou du poisson, l'écotourisme ou la production de miel de mangrove. « Ce sont des filières qui ont un fort potentiel pour ces femmes », souligne la directrice du projet.

Depuis le lancement de ReSea, Mission inclusion a procédé à des études de marché pour identifier les chaînes de valeur présentant les perspectives les plus prometteuses pour les femmes de ces communautés. L'organisation constate déjà certaines retombées.

« Les femmes tirent non seulement profit de la nature, mais elles sont aussi appelées à la protéger en s'impliquant davantage dans les espaces de gouvernance », dit Andréanne Martel. Elle donne l'exemple d'une participante au Mozambique qui a gagné en crédibilité auprès de son comité local de gestion des ressources marines après avoir suivi les formations données dans le cadre de l'initiative.

Une approche globale

Afin de garantir la pérennité des retombées du projet, Mission inclusion travaille avec l'ensemble des acteurs concernés dans les collectivités, tels que les organisations de la société civile, le secteur privé et les gouvernements nationaux et locaux. « Il faut que toute la communauté prenne conscience de la nécessité de protéger ces ressources, mais qu'elle en tire aussi une fierté en constatant l'augmentation des revenus et de la sécurité alimentaire, dit Andréanne Martel. On doit s'assurer que les changements sont intégrés dans le processus et que toutes les parties prenantes ont leur mot à dire. »

Mission inclusion finalise actuellement les plans d'affaires des participantes en vue de leur fournir l'équipement requis. « Plus de 40 groupes de femmes et de jeunes vont prendre part à l'incubateur », se réjouit-elle.

Après avoir identifié les sites à restaurer, les équipes de ReSea s'approprient aussi à passer à l'action tout en mesurant certaines données avec des indicateurs de biodiversité. À terme, le projet permettra de répliquer ces approches résilientes et inclusives à plus grande échelle.

Un cri du cœur au nom des personnes en situation de handicap

Alors que 15 % de la population mondiale vit avec un handicap, Humanité et Inclusion Canada souhaite qu'Ottawa consacre une proportion similaire de son budget alloué au développement international aux actions visant à soutenir ces personnes.

LEILA JOLIN-DAHEL
COLLABORATION SPÉCIALE

L'ONG, présente dans près de 60 pays, travaille notamment dans les zones de conflit armé ou celles frappées par des catastrophes naturelles comme les séismes, rappelle Anne Delorme, directrice générale d'Humanité et Inclusion Canada.

Mais, à l'instar de plusieurs autres organisations en coopération internationale, Humanité et Inclusion Canada subit des coupes dans son financement, l'obligeant à réduire son champ d'intervention. Anne Delorme appréhende de voir le gouvernement canadien privilégier des investissements dans la défense et dans la relance économique du pays. Et ce, au détriment des aides internationales lors du dépôt de son budget le 4 novembre prochain. « Il se peut que la préservation du tissu social devienne moins prioritaire et moins à l'avant-plan », craint-elle.

Une telle orientation pourrait exacerber les effets déjà ressentis depuis l'annonce de la suppression de 83 % des programmes de l'agence USAID en mars dernier, puis de son abolition quatre mois plus tard par l'administration Trump, avance la directrice générale. « On a été obligés de procéder à plusieurs mises à pied dans plusieurs pays et de fermer des centres de réparation de prothèses », se désole-t-elle.

Anne Delorme promet qu'Humanité et Inclusion Canada continuera malgré tout ses activités, même si cela signifie une contribution plus modeste. « Les Canadiens ont été tellement généreux quand ils ont appris que les États-Unis retiraient leur appui, se console-t-elle. C'était encourageant pour nos équipes de constater que le public était sensible à notre cause. »

De l'aide essentielle

L'ONG fait la promotion de l'intégration des personnes en situation de handicap dans les sports et les loisirs culturels, l'emploi et



Humanité et Inclusion Canada sensibilise à la nécessité d'intégrer les personnes ayant un handicap dans le reste de la société. Ici, une Ougandaise reçoit un fauteuil roulant offert par l'organisme.

PHOTO FOURNIE PAR HUMANITÉ ET INCLUSION CANADA

l'éducation dans les régions où elle assure une présence. C'est notamment le cas avec son programme *Making it Work*, qui vise l'inclusion des femmes en situation de handicap vivant dans différents pays d'Afrique. « On a compris que ces femmes étaient exclues non seulement des mouvements féministes, mais aussi de ceux pour les droits des personnes ayant un handicap, illustre Anne Delorme. Beaucoup d'entre elles se retrouvaient donc sans ressources. »

L'OBNL fournit également une aide humanitaire à la suite de catastrophes naturelles d'envergure. « Notre présence assez permanente dans ces pays fait en sorte qu'on est souvent bien placé pour répondre rapidement à une urgence », indique M^{me} Delorme. Elle cite en exemple le tremblement de terre au Maroc survenu en septembre 2023.

Humanité et Inclusion Canada poursuit par ailleurs sa lutte pour la réduction des stratégies militaires et des armes de guerre ciblant des populations civiles. En 1997, l'organisation a ainsi obtenu le prix Nobel de la paix pour son travail visant l'interdiction des mines antipersonnel. « On fait du déminage dans 24 pays », ajoute la directrice générale.

Aujourd'hui, l'ONG milite contre les restes explosifs de guerre, comme les obus, grenades, obus de mortier, roquettes et missiles

abandonnés. Elle dénonce aussi leur utilisation dans les zones densément peuplées et se mobilise contre les armes de petit calibre telles que les pistolets et les fusils.

Lutter contre les préjugés

Afin de sensibiliser la population à la nécessité d'intégrer les personnes ayant un handicap dans le reste de la société, l'ONG poursuit sa mission pour défaire les préjugés capacitistes. « Il y a encore des tabous envers ces populations, relève Anne Delorme. Certains croient qu'elles ne pourront pas devenir autosuffisantes. Ça complique notre travail, parce qu'on doit lutter contre ces préjugés. »

C'est pourquoi Humanité et Inclusion Canada a lancé en avril dernier le film *Hola Frida*, afin d'utiliser l'art comme moyen de communiquer l'importance de l'inclusion de ces personnes, ajoute Anne Delorme. « Quand on dit que 27 % de la population canadienne a des limites dans sa vie quotidienne, les gens se rendent compte que ça touche tout le monde, dit-elle. On a tous quelqu'un dans notre entourage avec un handicap physique ou des difficultés d'apprentissage. On veut rappeler la nécessité de ne plus cacher cette réalité et de la rendre un peu plus visible pour contribuer à un tissu social plus fort et plus inclusif. »

À la défense des défenseurs des droits de la personne au Guatemala

La démocratie se porte mal au Guatemala. Depuis des années, la corruption gangrène l'administration publique, et les gouvernements qui se succèdent punissent les dissidents du régime. Grâce au soutien d'Avocats sans frontières Canada (ASFC), des individus injustement persécutés peuvent à leur tour poursuivre leur lutte pour le respect des droits de la personne dans leur pays.

MARIE-ÈVE MARTEL
COLLABORATION SPÉCIALE

Voilà plus de 20 ans qu'ASFC œuvre entre autres en Amérique latine, notamment au Guatemala. Mais depuis une décennie, les offensives contre les « opposants de l'État » se multiplient dans ce petit pays de l'Amérique centrale coincé entre le Mexique, le Belize, le Honduras et le Salvador. « L'une des façons d'attaquer l'état de droit est de se dresser contre ses défenseurs, les gens qui prennent la parole et qui combattent la corruption », relève M Karine Ruel, directrice générale d'ASFC.

L'ONG s'est engagée dès l'implantation de la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (CICIG), en 2007, à soutenir les autorités dans la lutte contre la corruption et les autres malversations ayant cours au sein du pays. « Les procureurs ont commencé par mener des enquêtes sérieuses et à déterrer des affaires. Ils se sont penchés sur des dossiers impliquant de très hauts fonctionnaires qui pouvaient être mêlés à des cas de corruption, d'impunité, explique l'avocate. C'était tellement efficace qu'ils ont ensuite investigué sur le président de l'époque, Jimmy Morales. »

Mais en 2019, ce dernier a ordonné le démantèlement de la commission indépendante qui s'intéressait à lui.

Persécutés pour avoir enquêté

Depuis, de nombreux avocats et juges anticorruption ayant travaillé au sein de la CICIG ont été traînés devant les tribunaux, emprisonnés



Arrêtée pour avoir soi-disant contrefait des signatures, puis emprisonnée en 2023, l'avocate Claudia González Orellana, qui travaillait pour la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala, a passé plus de 80 jours en détention avant d'être libérée et assignée à domicile en attendant son procès. MARIO ANTONIO LÓPEZ ROMAN

ou forcés à l'exil, sous les ordres de la procureure générale María Consuelo Porras. Celle-ci a été sanctionnée par les États-Unis et dénoncée par la rapporteuse spéciale de l'ONU pour avoir protégé le gouvernement. « Le régime en place a institutionnalisé un système de corruption, déplore M^e Ruel. Il a éliminé l'équivalent de notre Directeur des poursuites criminelles et pénales, mais aussi des parquets qui enquêtaient sur des affaires internes et des délits administratifs et qui luttait contre la corruption. »

ASFC estime qu'en tout, des centaines d'activistes pour les droits de la personne — avocats, militants autochtones ou écologistes,

juges, fonctionnaires, journalistes et civils — ont fait l'objet de représailles depuis 2018. Parmi eux, 619 procureurs ont été visés par des procédures judiciaires et 606 ont été sanctionnés, selon les observations de la rapporteuse spéciale de l'ONU.

« Au Guatemala, il y a de nombreux mécanismes déployés pour persécuter les défenseurs, explique M^e Ruel. Ça va de la sanction disciplinaire aux menaces concrètes contre l'individu ou sa famille. Ça se traduit par de l'intimidation ou des mutations soudaines de personnes compétentes dans des secteurs n'ayant aucun lien avec leur expertise. Il y a aussi la

multiplication des procédures judiciaires et des dossiers sans preuve qu'on ne divulgue pas publiquement en évoquant le secret. »

De cible à bouclier

La directrice générale d'ASFC donne l'exemple d'un juge ayant fait l'objet de plus de 100 procédures judiciaires. Parmi les personnes persécutées, on trouve aussi Claudia González Orellana, une avocate qui travaillait pour la CICIG. Arrêtée pour avoir soi-disant contrefait des signatures, puis emprisonnée en 2023, elle a passé plus de 80 jours en détention avant d'être libérée et assignée à domicile en attendant son procès.

Comme pour quelque 500 autres dissidents, calcule ASFC, un accompagnement juridique et psychologique a été offert à M^{me} González Orellana. « Ces représailles ont des conséquences importantes sur la vie des individus », note Karine Ruel.

« L'une des façons d'attaquer l'état de droit est de se dresser contre ses défenseurs, les gens qui prennent la parole et qui combattent la corruption »

Cette libération a toutefois été un moteur pour M^{me} González Orellana, affirme M Ruel. « Elle est devenue encore plus forte et résolue à aider ses collègues. Elle a vaincu cette injustice dans sa chair. » L'avocate guatémaltèque consacre désormais son énergie à défendre ses concitoyens victimes du système corrompu pour avoir réclamé un État de droit et le respect des droits de la personne. Elle gère un collectif d'experts spécialement affectés à cette question. Selon ASFC, cette cellule a traité plus de 200 dossiers à ce jour. Ce sont 28 avocats qui ont depuis été réintégrés, d'après la rapporteuse spéciale de l'ONU.

Ne rien tenir pour acquis

Ce n'est pas qu'au Guatemala que les droits de la personne s'effritent, relève M^e Ruel. « Ce sujet est revenu au centre de notre travail, notamment parce qu'il y a un recul assez évident de l'état de droit en général sur la planète depuis quelques années, relève-t-elle. Notre mission est d'autant plus importante maintenant que la situation est préoccupante. »

Si le Canada se porte bien actuellement, il n'est pas forcément à l'abri. « On est dans un contexte mondial où les instances internationales sont remises en question et où le droit et le pouvoir des juges le sont aussi », soutient M^e Ruel. « On a tendance à tenir nos droits pour acquis ici, au Canada, parce que ça fait partie de nos valeurs, poursuit-elle. Il faut constamment être vigilant. Il suffit de voir ce qui se passe de l'autre côté de la frontière. »

DEVIENS COOPÉRANT-E VOLONTAIRE AVEC LE PROGRAMME CLÉ



www.pcvcle.ca





Le Bureau international des droits des enfants sollicite les acteurs du secteur du tourisme et du transport en RDC afin qu'ils signalent les cas d'exploitation infantile. Ci-dessous, une rue de la capitale, Kinshasa. ISTOCK

Le privé appelé à s'engager pour la protection des enfants en RDC

Depuis 2022, le Bureau international des droits des enfants (IBCR) se mobilise contre l'exploitation économique et sexuelle des enfants en République démocratique du Congo (RDC). L'ONG fait appel à des acteurs privés pour « renforcer le système de protection de l'enfant en République démocratique du Congo ».

PÉNÉLOPE VIDAL
COLLABORATION SPÉCIALE

En 2024, près de 138 millions d'enfants dans le monde ont travaillé, selon les derniers chiffres de l'UNICEF et de l'Organisation internationale du travail (OIT). Et 54 millions d'entre eux ont effectué des tâches dangereuses pouvant mettre en péril leur santé, leur sécurité et leur développement.

Parti de ce constat alarmant, l'IBCR a alors réfléchi à une nouvelle approche pour lutter contre l'exploitation économique et sexuelle des enfants en RDC. L'option retenue a été celle de s'ouvrir à « d'autres secteurs auxquels on ne pense pas, mais qui pourraient avoir un rôle très important à jouer auprès des enfants », rapporte Sandrine Lerenard, conseillère sénior en protection de l'enfant à l'IBCR. Et ce, afin de « solutionner encore plus de choses », précise-t-elle.

L'implication d'acteurs privés des « secteurs négligés » du tourisme et du transport, qui sont quotidiennement au contact des citoyens, et donc des enfants, a été le « parti pris » de ce projet, ajoute-t-elle.

Identifier et signaler l'exploitation infantile

Dans le cadre de ce projet financé par Affaires mondiales Canada jusqu'en 2027, l'IBCR est parti du terrain en mettant en place « une méthodologie participative », explique Sandrine Lerenard. Ainsi, l'ONG fonde son travail sur les réseaux, les habitudes et les connaissances existantes des acteurs du secteur du tourisme et du transport. Ces derniers contribuent au quotidien à faire remonter les cas d'exploitation infantile. « On a besoin des chiffres, de données, pour arriver à changer les choses », souligne-t-elle.

Au sein de l'administration congolaise, l'organisme s'est concentré sur le renforcement des capacités des ministères du Tourisme et des Transports. Et ce, en formant les agents publics, notamment les inspecteurs sur le terrain, à mieux cerner leurs rôles et leurs responsabilités quant aux questions d'exploitation économique et sexuelle des enfants.

Du côté du secteur privé, un appel à manifestation d'intérêt a été fait auprès de ces deux secteurs. Des groupements de transporteurs se sont ainsi lancés dans l'aventure de la prévention, de la détection et du signalement de cas d'exploitation infantile. Concrètement, l'IBCR a d'abord conduit une courte formation de sensibilisation, puis a défini une liste de facteurs d'alerte, et enfin a élaboré un répertoire de destinataires officiels des signalements.

Pour leur part, les transporteurs se sont mobilisés afin de trouver des moyens adaptés pour la diffusion d'informations au sein même de leur réseau. Depuis un mois, de multiples initiatives ont été instaurées. Celles-ci incluent la création d'ateliers de sensibilisation dans les zones de stationnement, la mise en place de boîtes d'alerte anonymes ou la pose d'autocollants préventifs dans les véhicules. Elles incluent aussi la multiplication de groupes de discussion sur les applications mobiles ou l'organisation d'un concours d'exemplarité des chauffeurs.

Aujourd'hui, quatre projets dans le secteur du transport sont menés à travers les régions de Kinshasa, Lubumbashi et Kongo Central. Une cible de plus de 10 000 chauffeurs et conducteurs de moto a été atteinte. Une « expérience valorisante » pour les transporteurs qui prennent à cœur ce nouveau rôle dans la société, d'après le premier bilan de l'IBCR.

Des défis à surmonter

Pour Sandrine Lerenard, la grande nouveauté de ce projet est de travailler avec des interlocuteurs extérieurs au monde de la protection de l'enfance, mais également de découvrir des secteurs professionnels éloignés de celui de l'IBCR.

Par ailleurs, une certaine désillusion concernant l'utilité de cette lutte ainsi que la crise de confiance envers l'institution policière peuvent entraver certains signalements. Et ce, malgré l'implication et la motivation de ces acteurs privés dans la détection et l'alerte de cas d'exploitation économique et sexuelle d'enfants. D'un point de vue plus général, la normalisation du phénomène en RDC est un combat à mener au quotidien, conclut-elle.

Des groupements de transporteurs se sont lancés dans l'aventure de la prévention, de la détection et du signalement de cas d'exploitation infantile

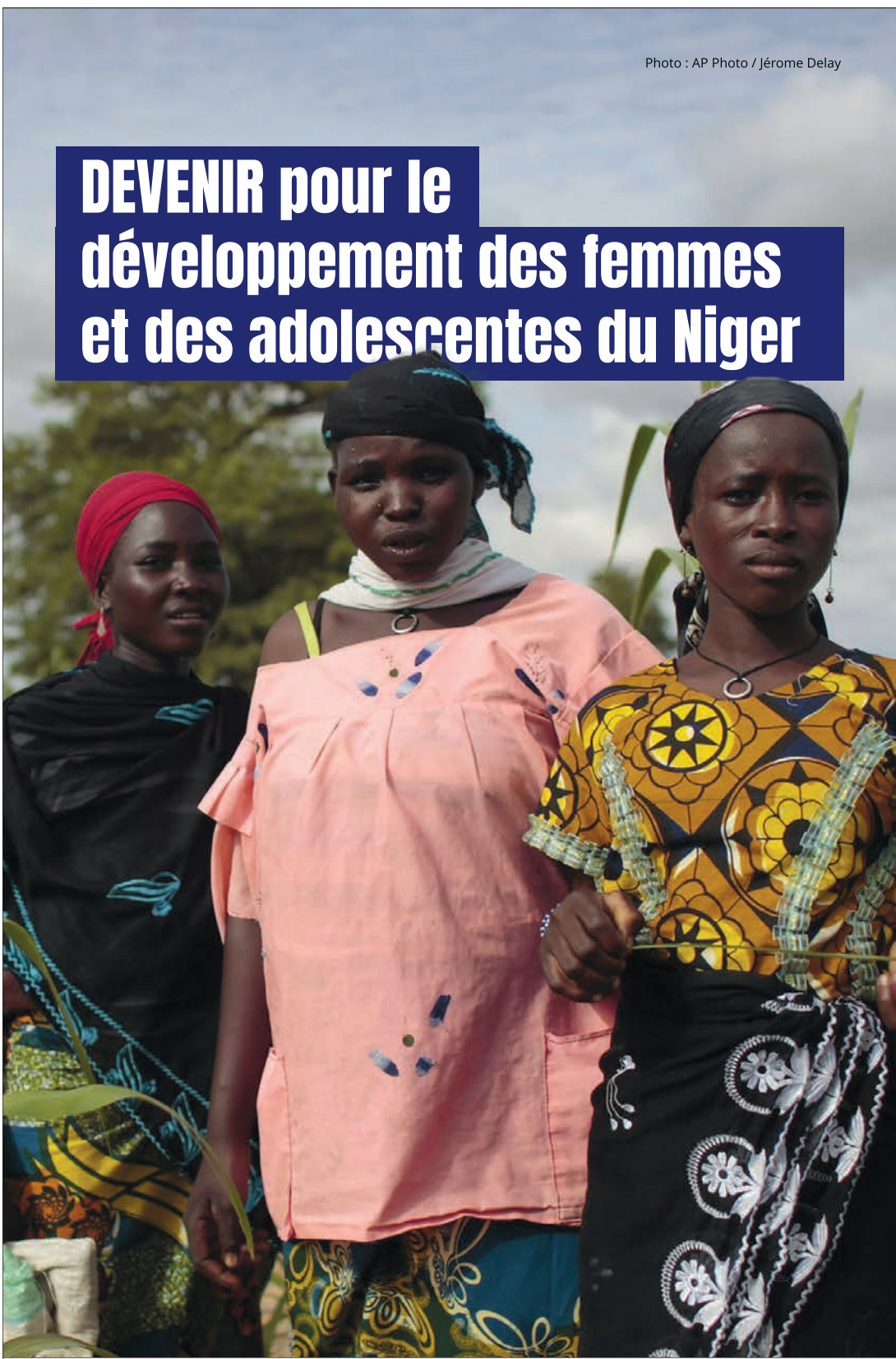


Photo : AP Photo / Jérôme Delay

DEVENIR pour le développement des femmes et des adolescentes du Niger

Braquer les projecteurs sur la crise humanitaire dans l'est de la RDC

Dans l'est de la République démocratique du Congo, différents groupes, y compris des formations militaires, attisés par l'abondance de ressources minières, commettent des exactions contre la population. Le travailleur en coopération internationale Richard Rudashama plaide pour que les dirigeants politiques et les organisations en coopération internationale tournent leurs regards vers cette région du monde et prennent des mesures pour protéger les communautés locales.

AMÉLIE REVERT
COLLABORATION SPÉCIALE

« Ce monde est abandonné pour défendre des intérêts inavouables », résume Richard Rudashama, animateur ouest du Québec & est de l'Ontario pour Développement et paix. L'est de la RDC, il le connaît depuis près de 15 ans, puisqu'il s'y est rendu pour la première fois en novembre 2011 en tant qu'observateur des élections présidentielles et législatives. Il s'y est également rendu en 2015 pour l'organisation belge 11.11.11.

Aujourd'hui, la région, notamment les provinces du Nord Kivu et Sud Kivu, est ravagée par une escalade des combats entre les forces gouvernementales et le groupe rebelle M23. Les conséquences sont terribles, la crise humanitaire, sans précédent : 3 millions de personnes déplacées en 2024 selon l'UNICEF, l'effondrement de l'accès aux soins et une insécurité alimentaire croissante.

« Mon plaidoyer : qu'on parle de cette région comme étant habitée par des personnes telles que vous et moi. Des gens qui ont des aspirations, qui aimeraient être soignés et voir leurs enfants aller à l'école », affirme Richard Rudashama.

Des sols riches, une population pauvre

Selon lui, il est aberrant que l'est de la RDC soit si pauvre. Grâce à la richesse de ses sols, le secteur fournit pourtant le monde entier en matières premières essentielles à la fabrication d'outils technologiques, comme les téléphones intelligents et les ordinateurs. Ses minerais, exploités d'une manière artisanale et non contrôlée, et vendus à très bas prix, sont ainsi le nerf de la guerre. « C'est lucratif et, ça, aucune entité administrative ou politique ne va assumer de le dire », ajoute-t-il.

S'il ne montre personne du doigt, il s'interroge toutefois sur la persistance du conflit au fil des ans et sur la pertinence de la présence de la MONUSCO, alors que la situation sur le terrain ne s'améliore pas. Cette mission des Nations unies a entre autres le mandat d'assurer la protection des civils sur place.

« On dit que le M23 exploite les minerais en dehors des règles internationales et c'est vrai. Mais ce n'est pas seulement le M23 qui le fait. Et ça n'a pas commencé aujourd'hui », indique-t-il.

D'après lui, les sociétés privées qui achètent ces matières premières ont beaucoup plus d'influence qu'on ne voudrait l'imaginer. « Les violations des droits humains sont documentées », rappelle-t-il, tout en déplorant le manque d'action des Nations unies, de l'Union européenne et des États-Unis. « Cela irait à l'encontre des intérêts de leurs entreprises », croit Richard Rudashama.

Penser à long terme

Il estime que la première étape pour faire bouger les lignes dans l'est de la RDC serait d'arrêter de relativiser ce qui s'y passe. « Cette population est abandonnée à son propre sort et, tant que la dynamique économique aura le dessus sur les dynamiques sociales, le problème perdurera », assure Richard Rudashama. L'humain d'abord et avant tout.

« Il faut aussi éviter la logique du bien et du mal ou la recherche d'un coupable, car cette dualité crée des oppositions et empêche d'aller au fond des choses », poursuit-il. Les solutions ne devraient, en outre, pas non plus être trouvées à la va-vite. « On doit se dissocier de la culture du *fast* propre à l'Occident, parce que, dans cette dynamique rapide, on ne s'attaque qu'à la pointe de l'iceberg », conclut-il.





Parmi les formations offertes par Katalizo, l'organisation événementielle occupe une place centrale. Elle vise à outiller les participants pour les amener à concevoir des événements à retombées sociales. LUNA CHOQUETTE-LORANGER

L'éducation à la citoyenneté mondiale comme levier d'engagement pour la jeunesse

Au Québec, plusieurs initiatives visent à outiller les jeunes pour mieux leur faire comprendre les conséquences des bouleversements mondiaux sur les populations et pour qu'ils agissent de manière solidaire. Le Parcours d'éducation à la citoyenneté mondiale (PECM), porté par Katalizo, s'inscrit dans cette dynamique. Il a pour but de motiver l'implication bénévole des personnes de 16 à 30 ans.

CAMILLE FEIREISEN
COLLABORATION SPÉCIALE

« C'est un programme financé par Service Jeunesse Canada sur deux ans et demi, jusqu'en mars 2027 », explique Carminda Mac Lorin, cofondatrice et directrice générale de Katalizo. L'organisation, qui œuvre à la promotion de la participation citoyenne, propose un cheminement structuré autour de trois axes : l'engagement bénévole, la formation et la création d'une communauté de pratique.

Les participants s'impliquent auprès d'organismes communautaires et de coopération internationale dans le cadre d'un parcours de 120 heures. Ils bénéficient d'ateliers variés et évolutifs, conçus pour répondre aux défis contemporains de la citoyenneté mondiale. Chaque cohorte enrichit la suivante, permettant

aux jeunes d'influencer le contenu du programme. « On leur donne des ressources, comme les bases de la gestion de projet, et on les invite à réfléchir aux questions de genre, de l'interculturalité et de leadership dans une perspective de service [une manière de penser et d'agir centrée sur le service aux autres] », précise M^{me} Mac Lorin.

Parmi les formations offertes, l'organisation événementielle occupe une place centrale. Spécialité de Katalizo, elle vise à outiller les participants pour les amener à concevoir des événements à retombées sociales. Ils apprennent aussi à utiliser des outils artistiques pour faire de la médiation culturelle, à écrire de manière journalistique ou analytique, et à générer de l'intelligence collective à partir de leurs expériences.

Moussa Ndoye, étudiant à la maîtrise en communication internationale et interculturelle à l'UQAM, a pris part à plusieurs projets,

dont celui du Forum social mondial des inter-sections (FSMI). « Mon rôle a souvent été à la croisée de la communication stratégique et de la mobilisation citoyenne. L'animation d'espaces de dialogue m'a permis de renforcer mes aptitudes en prise de parole, en écoute active et en médiation. Ce sont des qualités essentielles pour une future carrière en diplomatie et en coopération internationale », témoigne-t-il.

Il estime que le programme a transformé sa vision de la citoyenneté mondiale. « J'ai compris que l'engagement international commence par une écoute des réalités locales, par la mise en réseau des acteurs, et par la capacité à traduire des idées globales en démarches concrètes », dit-il.

Une communauté de pratique

Un autre volet du programme consiste à créer une communauté de pratique avec les partenaires communautaires et ceux en coopération internationale. « On essaie ensemble de renforcer nos capacités à accueillir de la meilleure façon des jeunes bénévoles au sein de nos structures », explique M^{me} Mac Lorin. Cette démarche aboutira à la publication d'un guide d'approches qui font leurs preuves.

Les retombées sont réelles, observe-t-elle. Elle cite l'exemple d'une participante engagée auprès du Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL). « Ces jeunes réussissent à trouver leur place et à contribuer

concrètement à la mission des organisations, notamment dans l'accompagnement des populations du Sud », se réjouit-elle.

Mais au-delà des résultats tangibles, c'est la transformation personnelle des jeunes qui marque. « Une majorité d'entre eux viennent de milieux racisés ou défavorisés, souligne M^{me} Mac Lorin. On les voit arriver timides, puis prendre la parole avec plus d'assurance, développer leur esprit critique et renforcer leur confiance en leurs capacités. »

L'organisme va aussi à la rencontre des participants dans leur environnement, comme au Festival des saveurs interculturelles de Saint-Michel. « On essaie de les valoriser là où ils se trouvent, à partir de leurs propres expériences. Même ceux qui parlent moins bien le français sont accueillis avec bienveillance », ajoute la cofondatrice de Katalizo.

Cultiver l'espoir chez les jeunes

Malgré le succès du programme, la mobilisation demeure un défi. « Cette session a été particulièrement complexe, confie M^{me} Mac Lorin, qui évoque une ambiance morose et un manque d'optimisme chez les participants. Propager l'espoir reste notre cheval de bataille. » Car, pour Katalizo, c'est fondamental, dit-elle.

Moussa Ndoye abonde dans le même sens. « Les jeunes apportent une vision nouvelle, créative et courageuse du monde. Nous sommes capables de penser les enjeux globaux avec des solutions qui sortent des cadres traditionnels, plaide-t-il. Notre génération est celle du dialogue entre les cultures. C'est en nous impliquant que nous faisons évoluer les rapports de pouvoir vers davantage de justice et d'équité. »

« L'animation d'espaces de dialogue m'a permis de renforcer mes aptitudes en prise de parole, en écoute active et en médiation »

Tout le mois de novembre!

DEBOUT POUR UN MONDE JUSTE

Programme riche & diversifiée dans 12 régions du Québec

JQSI.gc.ca

30 ans

Québec sans frontières

Trois décennies d'engagement pour un monde plus juste et durable.

Pour en savoir plus : Québec.ca/québecsansfrontières

LES JQSI SONT APPUYÉES FINANCIÈREMENT PAR

Québec

Association québécoise des organismes de coopération internationale

Votre gouvernement

Québec

Depuis 1969



55 ans déjà!

L'AMIE

Aide internationale à l'enfance



L'AMIE, unie aux
enfants du monde
depuis 56 ans.